



**PRÉFET  
DE LA SAVOIE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

Service de la Coordination  
des Politiques Publiques

Guichet unique des installations classées  
pour la protection de l'environnement (ICPE)

Chambéry, le **22 MARS 2023**

**Arrêté préfectoral n° ICPE-2023-004  
portant prescriptions complémentaires**

**Société Maurienne Enrobés  
Commune de SAINT-JULIEN-MONT-DENIS (73 870)  
lieu-dit « Les Fontagneux »**

*Le Préfet  
Chevalier de l'Ordre National du Mérite  
Chevalier des Palmes académiques*

**VU** le code de l'environnement, titre Ier du livre V relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement, et notamment ses articles L.511-1 et R. 512-46-23 ;

**VU** le décret n°2019-292 du 9 avril 2019 qui est venu modifier la rubrique n°2521 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement, relative aux activités de centrale d'enrobage au bitume de matériaux routiers ;

**VU** l'arrêté ministériel du 9 avril 2019 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2521 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

**VU** l'arrêté préfectoral d'autorisation n°78/29 en date du 21 décembre 1978, autorisant la Société Anonyme pour la Construction et l'Entretien des Routes (S.A.C.E.R) à exploiter un poste fixe d'enrobage à chaud de matériaux routiers sur le territoire de la commune de SAINT-JULIEN-MONT-DENIS ;

**VU** la déclaration de changement d'exploitant du 19 novembre 1992, en application de l'article 34 du décret n°77.1133 du 21 septembre 1977, par laquelle la société SACER informe le préfet de la création de la société SNC Maurienne Enrobés, née de son association avec la société Gerland, et qui exploitera la centrale d'enrobage ;

**VU** le dossier de porter à connaissance déposée par l'exploitant le 19 juillet 1994 à monsieur le préfet de la Savoie, concernant le déplacement et la modification de la centrale d'enrobage ;

**VU** le courrier préfectoral du 29 août 1994 donnant acte à l'exploitant que ces modifications ne nécessitent pas le dépôt d'une nouvelle demande d'autorisation au titre des installations classées pour la protection de l'environnement ;

**VU** la preuve de dépôt n°A-8-TH4AM253P du 05 mars 2018, faite au titre de la rubrique 4718-2 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement, pour la déclaration d'une cuve de stockage de GPL d'une capacité de 32,2 tonnes ;

**VU** le dossier de porter à connaissance de modernisation de l'installation transmis le 04 décembre 2017 par voie dématérialisée à l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement, complété en dernier lieu le 11 mai 2020 par la mise à jour de l'étude de risque sanitaire en réponse à un avis de l'Agence régional de la Santé daté du 6 mai 2020 ;

**VU** l'avis de l'Agence régional de la Santé daté du 2 juin 2020 favorable au projet de modernisation présenté par Maurienne Enrobés ;

**VU** le courrier de l'exploitant du 9 septembre 2019, demandant le bénéfice du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique 2521 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

**VU** la grille de justification respect des prescriptions applicables à l'installation au titre de la rubrique 2521, transmis par courriel du 16 septembre 2020 à l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement ;

**VU** le rapport de l'inspection des installations classées en date du 9 janvier 2023, faisant état des constats relevés lors de la visite d'inspection menée sur site le 6 décembre 2022 ;

**VU** le projet d'arrêté préfectoral transmis à l'exploitant par courrier recommandé du 12 janvier 2023 dans le cadre de la procédure contradictoire ;

**VU** l'absence d'observation de l'exploitant sur le projet d'arrêté ;

**CONSIDÉRANT** l'ancienneté de l'arrêté d'autorisation du site qui renvoie à des prescriptions techniques devenues obsolètes ;

**CONSIDÉRANT** les nombreux décrets venus modifier la nomenclature des installations classées depuis cet arrêté d'autorisation ;

**CONSIDÉRANT** les échanges intervenus entre l'exploitant et l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement depuis la précédente inspection sur site du 29 août 2017 ;

**CONSIDÉRANT** que l'ensemble de ces éléments nécessite de mettre à jour la situation administrative du site et notamment le tableau des activités qui y sont exercées au regard de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

**SUR** proposition de madame la secrétaire générale de la préfecture,

## A R R Ê T E

### TITRE 1. PORTÉE DE L'AUTORISATION ET CONDITIONS GÉNÉRALES

#### CHAPITRE 1.1 - BÉNÉFICIAIRE ET PORTÉE DE L'AUTORISATION

##### Article 1.1.1 – Exploitant titulaire de l'autorisation

La **société Maurienne Enrobés (SIRET 388 662 843 00019)**, dont le siège social est situé lieu-dit « Les Fontagneux » sur la commune de Saint-Julien-MontDenis (73 870), représentée par Monsieur Sébastien BOULARD en sa qualité de Gérant, est autorisée, sous réserve du respect des prescriptions du présent arrêté à exploiter sur le territoire de Saint-Julien-MontDenis (coordonnées Lambert 93 X=32344,57 et Y=4442042,70) les installations détaillées dans les articles suivants.

##### Article 1.1.2 – Localisation et surface occupée par les installations

Les installations autorisées sont situées sur les communes, parcelles et lieux-dits suivants :

Communes	Parcelles	Lieux-dits
Saint-Julien-MontDenis	C 1871, C 1873 et C 1880	Les Fontagneux

La surface occupée par les installations, voies, aires de circulation, et plus généralement, la surface concernée par les travaux de réhabilitation à la fin d'exploitation est de 17 700 m<sup>2</sup>, décomposée comme suit :

	Surfaces
Centrale d'enrobage comprenant notamment les voies de circulation et la raquette de retournement	6 300 m <sup>2</sup>
Aire de stockage des granulats	8 600 m <sup>2</sup>
Autres (espaces verts)	2 700 m <sup>2</sup>
<b>TOTAL</b>	<b>17 700 m<sup>2</sup></b>

### Article 1.1.3 – Installations visées par la nomenclature et soumises à déclaration, enregistrement ou autorisation

Les prescriptions techniques de l'arrêté préfectoral d'autorisation n°78/29 en date du 21/12/1978, au bénéfice de la Société Anonyme pour la Construction et l'Entretien des Routes sont abrogées.

Les prescriptions des textes mentionnés ci-dessous s'appliquent dès lors à l'établissement :

#### Pour le régime de l'enregistrement :

- l'arrêté ministériel du 9 avril 2019 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2521 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

#### Pour le régime de la déclaration :

- l'arrêté ministériel du 23 août 2005 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 4718 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement,
- l'arrêté ministériel du 5 décembre 2016 relatif aux prescriptions applicables à certaines installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration (notamment sous les rubriques n° 2915 et n°4801) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.

## CHAPITRE 1.2 - NATURE DES INSTALLATIONS

Les installations exploitées relèvent des rubriques ICPE suivantes :

N° de la nomenclature	Installations et activités concernées	Volume d'activité autorisé	Régime <sup>1</sup>
2521-1	Centrale d'enrobage au bitume de matériaux routiers	Capacité horaire = 200 t/h	E

1 – AS = autorisation – Servitudes d'utilité publique / A = autorisation / E = enregistrement / DC = déclaration soumise à contrôle périodique / D = déclaration

N° de la nomenclature	Installations et activités concernées	Volume d'activité autorisé	Régime
	1. À chaud	Capacité annuelle = <b>75 000 tonnes</b>	
4718-2	<p>Gaz inflammables liquéfiés de catégorie 1 et 2 (y compris GPL) et gaz naturel (y compris biogaz affiné, lorsqu'il a été traité conformément aux normes applicables en matière de biogaz purifié et affiné, en assurant une qualité équivalente à celle du gaz naturel, y compris pour ce qui est de la teneur en méthane, et qu'il a une teneur maximale de 1 % en oxygène).</p> <p>La quantité totale susceptible d'être présente dans les installations y compris dans les cavités souterraines (strates naturelles, aquifères, cavités salines et mines désaffectées) étant :</p> <p>2) Supérieure ou égale à 6 t mais inférieure à 50 t</p>	<p>Cuve GPL de <b>32,2 t</b> pour l'alimentation du brûleur.</p>	DC
2915-2	<p>Chauffage (procédés de) utilisant comme fluide caloporteur des corps organiques combustibles :</p> <p>2. Lorsque la température d'utilisation est inférieure au point éclair des fluides, si la quantité totale de fluides présente dans l'installation (mesurée à 25 °C) est supérieure à 250 l.</p>	<p>Température d'utilisation inférieure au point éclair du fluide.</p> <p><b>Quantité = 800 l</b></p>	D
4801	<p>Produits pétroliers spécifiques et carburants de substitution : gazoles (gazole diesel, gazole de chauffage domestique et mélanges de gazoles compris)</p> <p>La quantité totale susceptible d'être présente dans les installations y compris dans les cavités souterraines, étant :</p> <p>2) Supérieure ou égale à 50 t mais inférieure à 500 t</p>	<p><b>Quantité totale = 350 tonnes,</b> ainsi composé :</p> <p>– bitume : 4 cuves de 70 m<sup>3</sup> – émulsion : 1 cuve de 37 m<sup>3</sup></p>	D

### CHAPITRE 1.3 - CONFORMITÉ AU DOSSIER DE DEMANDE D'AUTORISATION

Les aménagements, installations ouvrages et travaux et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont disposés, aménagés et exploités conformément aux plans et données techniques contenus dans les différents dossiers déposés par l'exploitant.

---

## CHAPITRE 1.4 - DURÉE DE L'AUTORISATION ET CESSATION D'ACTIVITÉ

### Article 1.1.4 – Cessation d'activité et remise en état

Le dossier initial, mis à jour par le dernier porter à connaissance cité dans les visas du présent arrêté, envisage deux options d'usage futur du site en cas de cessation à prendre en compte :

- un usage industriel ;
- un autre usage.

Ainsi, considérant que le ou les usages des terrains concernés ne sont pas déterminés, le ou les usages à considérer lorsque l'exploitant initiera la cessation d'activité de l'installation seront déterminés conformément aux dispositions de l'article R. 512-46-26 du Code de l'environnement.

En cas de suspicion de pollution de sol ou en fonction d'une étude historique, des prélèvements de sols pourront être réalisés sur les zones sensibles afin de vérifier l'état des sols. Ces zones sensibles seront à définir mais les risques les plus importants sont concentrés au niveau des stockages de bitume, des zones de chargement / déchargement correspondantes, et des canalisations de transfert.

---

## TITRE 2. DISPOSITIONS ADMINISTRATIVES

---

### Article 2.1.1 – Frais

Les frais inhérents à l'application des prescriptions du présent arrêté sont à la charge de l'exploitant.

### Article 2.1.2 – Notification

Le présent arrêté est notifié au pétitionnaire.

### Article 2.1.3 – Publicité

Conformément aux dispositions de l'article R.181-44 et R181-45 du code de l'environnement, un extrait du présent arrêté mentionnant qu'une copie du texte intégral est déposée aux archives de la mairie et mise à la disposition de toute personne intéressée, sera affiché en mairie de Chambéry pendant une durée minimum d'un mois. Le maire de Chambéry fera connaître par procès-verbal adressé à la préfecture de la Savoie, l'accomplissement de cette formalité.

Cet arrêté est publié sur le site internet des services de l'État en Savoie pendant une durée minimum de 4 mois.

### Article 2.1.4 – Délais et voies de recours

En application de l'article L. 514-6 du Code de l'environnement le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction. Conformément à l'article R. 514-3-1 et R181-50 du Code de l'environnement Il ne peut être déféré qu'au Tribunal Administratif de GRENOBLE, juridiction administrative territorialement compétente par :

1° les tiers intéressés, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'établissement présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 dans un délai de quatre mois à compter de :

- a) L'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R. 181-44 du code de l'environnement ;
- b) La publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue au 4° du même article.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

2° les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée.



Les tiers qui n'ont acquis ou pris à bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage d'une installation classée que postérieurement à l'affichage ou à la publication de l'acte portant autorisation ou enregistrement de cette installation ou atténuant les prescriptions primitives ne sont pas recevables à déférer ledit arrêté à la juridiction administrative.

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2° ci-avant.

La présente décision peut faire l'objet d'une demande d'organisation d'une mission de médiation, telle que définie par l'article L.213-1 du code de justice administrative, auprès du tribunal administratif de Grenoble.

Le tribunal administratif peut être saisi d'une requête déposée sur le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)

#### **Article 2.1.5 – Exécution**

Madame la secrétaire générale de la préfecture de la Savoie et monsieur le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée au maire de SAINT-JULIEN-MONTDENIS.

Le Préfet



Pour le Préfet et par délégation  
La Secrétaire Générale,  
Juliette PART